Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1311

Artikel: La droite a vidé les caisses et enrichi les banquiers
Autor: Brutsch, François / Bossy, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015214

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le gouvernement monocolore

Les Genevois élisent le 12 octobre le Grand Conseil et le 16 novembre le Conseil d'État. Le moment est venu de faire le bilan de 4 ans de gouvernement exclusivement bourgeois face à une minorité de gauche totalisant 44 députés sur 100 et réduite aux armes du référendum et de l'initiative. Dans quel état se trouve le canton et peut-il repartir du bon pied une fois la parenthèse refermée?

HOMOGÈNE, COMME IL aime à se caractériser, monocolore, selon l'expression habituellement en usage, ou plus simplement bourgeois, de droite: le gouvernement issu des élections de l'automne 1993 marque indiscutablement une rupture des habitudes. Les socialistes éjectés, Genève se retrouve le seul canton où la gauche représente de manière constante quelque 45% des voix sans avoir aucun représentant à l'exécutif. C'est le fruit d'une volonté, à droite, de supprimer tous les blocages dans une situation économique et financière difficile, mais aussi le résultat des circonstances d'alors; et surtout l'effet d'une bizarrerie du système électoral plaçant la barre à 33% seulement pour être élu dès le premier tour. Le peuple n'a pas eu la possibilité de confronter, dans un deuxième tour, les trois candidats de droite auquel il a refusé la majorité absolue avec les deux candidats socialistes. Avec le nombrilisme qui caractérise souvent les Genevois, certains croient voir là un modèle d'avenir que le président de la Chambre de commerce et d'industrie va présenter jusqu'à Zurich.

Craintes excessives

Les craintes sont à la mesure des attentes: excessives. Espérée ou redoutée, la révolution reaganienne ou thatchérienne n'est pas au rendez-vous. Il aurait fallu pour cela présenter un Pierre Kunz ou un Michel Balestra, deux députés conséquents dans leur démarche radicale (au sens étymologique), en bref d'autres personnalités que celles qui composent un gouvernement de coalition bourgeois allant d'un radical étatiste et social, Guy-Olivier Segond, à des libéraux au fond d'eux-mêmes hu-

La droite a vidé les caisses et enrichi les banquiers

LE PRINCIPAL ÉCHEC du gouvernement monocolore touche les finances publiques. Élu sur fond d'exaspération afin de réaliser des économies et de ne pas céder à la facilité de l'augmentation des impôts, il a creusé les déficits tout en augmentant l'impôt sur le revenu des personnes physiques (sournoisement, à travers la suspension de l'indexation des barèmes fiscaux).

Tout avait pourtant bien commencé: à la fin de la législature précédente, après s'être vu refuser par le peuple un paquet liant économies et augmentation d'impôt (juin 1992), puis une modeste augmentation d'impôts (juin 1993), le Conseil d'État et le Grand Conseil sortants avaient préparé une «Loi sur le retour à l'équilibre des finances de l'État de Genève». Contre-projet à une initiative du comité Halte aux déficits, ce texte donnait force de loi à une réduction par palier du déficit devant aboutir à l'équilibre du budget de fonctionnement (avant amortissements) pour l'exercice 1997. Sitôt votée par le peuple en février 1994, pratiquement en guise de cadeau de joyeux avènement, sitôt oubliée: dès 95 les comptes dérapent, dès 96 les budgets eux-mêmes prévoient chaque année un déficit accru par rapport à l'exercice précédent. C'est ainsi qu'en 1998 Genève va vers les 10 milliards de dettes (et un découvert allant s'élargissant au bilan) et 500 millions d'intérêts à payer annuellement (deux fois la dotation annuelle de l'Université, cinq fois celle des TPG, par exemple).

Premier touché par la crise des finances publiques, et se glorifiant à ce titre d'avoir été le premier à engager des mesures d'économies (généralement linéaires ou temporaires, et non structurelles), Genève est en réalité pratiquement le seul canton dont la situation continue de s'aggraver, comme tétanisé devant l'ampleur de la tâche. L'existence du gouvernement monocolore a engendré une situation d'affrontement politique stérile et de méfiance dans la fonction publique comme dans la population. Ce climat est incompatible avec une prise de conscience commune des difficultés et une volonté partagée de dépasser les clivages pour les résoudre. À cela s'ajoute la faiblesse de la plupart des personnalités composant le Conseil d'État actuel et leur incapacité générale à travailler ensemble plutôt que chacun pour soi. *fb/jpb*